



ADF AUJOURD'HUI

Vendredi, 15 octobre 2010

Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique

Les paysans africains à l'abandon

Par Marie-Noëlle Guichi

À travers Mamadou Cissokho, leur porte-parole, les paysans africains ont adressé leurs revendications aux dirigeants africains lors d'une conférence qui s'est tenue hier dans le cadre du 7^e Forum pour le développement économique de l'Afrique (ADF VII.)

Les quelque 200 places assises se sont avérées très limitées hier, 14 octobre 2010, pour accueillir la foule de participants qui ont pris d'assaut la 3^e salle de réunion du Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abéba. Plusieurs d'entre eux s'étaient résignés à suivre les deux heures de débat assis à même le sol, lorsque les organisateurs d'ADF VII ont dirigé les participants dans une salle plus spacieuse. Cette affluence s'expliquait certainement par l'importance que les paysans africains et leurs partenaires accordent au sujet qui était inscrit à l'ordre du jour, à savoir: «Changements climatiques, sécurité alimentaire et développement économique».

Sheila Sisulu, Directrice exécutive adjointe du Programme alimentaire mondial et Namanga Ngondi, Président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique ont animé ce débat. Ils étaient entourés d'autres intervenants, notamment Lindiwe Majele Sibanda, Présidente du *Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network* (FANR-PAN), Aly Abou Sabaa, Directeur agriculture et agro-industries à la Banque africaine de développement, Johan Rockström, Directeur exécutif de l'Institut de Sockholm pour l'environnement et un représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation.

D'entrée de jeu, Namanga Ngondi a remarqué que le changement climatique, résultat de l'activité humaine et en particulier de la production industrielle, des gaz d'échappement des voitures et du déboisement, a de lourdes conséquences sur l'agriculture en Afrique. En tête des pays les plus touchés, il classe le Niger, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mozambique et, dans une moindre mesure, le Rwanda. Pour lui, les populations de ces pays et de nombreux autres en Afrique pourraient mourir de faim si rien n'est fait pour stopper l'augmentation des concentrations de dioxyde de carbone, de méthane, d'oxyde nitreux et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Ironie cruelle, les pays développés tireront profit de cette situation, puisque les projections indiquent que la productivité céréalière augmentera au Canada, en Europe du Nord et dans certaines parties de la Russie. Par contre, nombre de pays en développement parmi les plus pauvres en souffriront, vraisemblablement au cours des 50 à 100 prochaines années, avec une réduction des superficies cultivées et de la productivité potentielle des terres arables.

L'Afrique subsaharienne, incapable de s'adapter à ce changement en se procurant les ressources nécessaires, sera la région la plus affectée. Elle sera obligée d'importer davantage de denrées alimentaires, alors qu'elle man-



Mamadou Cissokho, un porte-parole éloquent des petits producteurs africains

que déjà cruellement de ressources financières. Pourtant, d'après Johan Rockström, l'Afrique a des avantages comparatifs énormes qui, bien exploités, pourraient lui donner une autosuffisance alimentaire. Il évoque la disponibilité de l'eau et des terres arables très fertiles; mais surtout, le climat propice à l'agriculture.

Dans une intervention très applaudie, Mamadou Cissokho, Représentant du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest, s'est érigé en porte-parole de tous les petits producteurs africains à cette tribune et a crevé l'abcès. Il s'est insurgé contre le fait que les paysans soient le plus souvent tenus à l'écart lorsqu'il est question de négocier et de trouver des solutions aux problèmes qui les concernent pourtant au premier chef. «Comment expliquer qu'aucun paysan éthiopien n'ait été invité par les organisateurs pour monter au créneau ici et parler de ses difficultés?», s'est-il interrogé. Il a ensuite égrainé un chapelet de revendications

du monde rural africain, confiné selon lui dans les exploitations familiales alors qu'ailleurs, la production est mécanisée, subventionnée, et se fait à une échelle industrielle.

Mamadou Cissokho déplore le fait que jusqu'à 70 % des agriculteurs africains sont sous équipés, utilisant houes et machettes. Il dénonce «le peu de soutien aux paysans et la timide volonté politique pour organiser les marchés afin de soutenir les prix aux producteurs». Il note de «fortes contradictions entre les déclarations politiques et les actes». Il se désole de la «très forte attention des décideurs aux signaux des partenaires au développement au détriment de la confiance à nos ressources humaines, financières et techniques pour bâtir les stratégies et programmes d'une vision partagée».

Constat embarrassant de Mamadou Cissokho: alors que les activités agricoles à grande échelle de l'Occident font pression sur les ressources naturelles et créent du

CO₂ nocif à l'environnement, on demande à l'Afrique de produire abondamment en tâchant de ne pas émettre du CO₂. Ce qui, à son avis, est quasi impossible «sauf à faire de la magie». Car, pour lui, intensifier veut dire mécaniser et avoir recours aux engrais, et donc émettre du CO₂.

Les spécialistes reconnaissent en effet que l'agriculture est responsable d'un tiers environ des émissions de gaz à effet de serre. Les activités comme les labours et les cultures itinérantes (sur brûlis) liées à l'expansion agricole provoquent des émissions de CO₂.

«Vous préférez les grands privés à des milliers de privés?», questionne Mamadou Cissokho, ce porte-flambeau des paysans qui croit que la solution à leurs problèmes viendrait pour l'essentiel de l'augmentation des crédits agricoles aux producteurs africains. Il exhorte la Banque africaine de développement à s'y atteler, en collaboration avec les banques

Insécurité alimentaire: 10 millions de vie en danger en Afrique

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO), les problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs sont évidents si l'on considère l'impact du changement climatique sur le temps ou les précipitations, les températures et la lumière solaire, qui sont les principaux facteurs déterminant la production agricole. Le changement climatique peut modifier ces facteurs et compromettre gravement la disponibilité d'eau, réduire la productivité agricole, propager des maladies transmises par vecteurs dans de nouvelles régions et provoquer des inondations dues à la hausse du niveau de la mer et même à des précipitations plus importantes. La variabilité climatique est déjà la principale cause des fluctuations d'une année sur l'autre de la production agricole, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. La baisse de la production céréalière sera plus importante dans les pays en développement, où elle atteindra en moyenne 10 % selon une étude de la FAO. La réduction projetée de 2 à 3 % de la production céréalière de l'Afrique d'ici à 2020 suffirait à mettre en danger la vie de 10 millions de personnes. Ces conséquences exigeraient des efforts d'adaptation dont des populations ayant à peine accès aux ressources ou aux économies nécessaires ne seront probablement pas capables. En fait, les zones qui subissent cet impact sont celles où la production vivrière est déjà souvent marginale.

Source: Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO).

De Kyoto à Cancún, l'Afrique organise sa réponse

Par Roukiattou Ouédraogo

«**E**n travaillant à élaborer une réponse globale à ces défis du changement climatique, nous devons toujours nous rappeler qu'un accord sur le climat ne peut pas simplement être sur la limitation des émissions de carbone. Cette réponse doit être complétée par la promotion d'un développement économique durable sobre en carbone.» Cet extrait est tiré du message du Président américain Obama, livré par vidéo aux dirigeants africains qui se réunissaient hier matin autour du thème: «l'Afrique et les négociations internationales sur les changements climatiques» à l'occasion du 7e Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII), qui se tient du 10 au 15



Mme Tumusiime Rhoda Peace

octobre à Addis-Abéba. La réunion était présidée par Mme Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture (CUA).

Dans ce message, le Président américain a rappelé aussi l'engagement de son pays à respecter les engagements financiers pris à Copenhague par les pays industrialisés pour contribuer au financement des solutions d'adaptation aux effets du changement climatique dans les pays pauvres, notamment en Afrique.

Au cours de l'exercice budgétaire 2010, les États-Unis ont versé plus de 1,7 mil-

liards de dollars pour des projets d'adaptation aux effets du changement climatique. Une partie importante de ce financement est destinée à l'Afrique et l'administration compte faire une demande au Congrès pour l'exercice 2011 afin d'augmenter encore ce montant. Il a également rappelé que l'accord de Copenhague prévoit un objectif de financement à long terme de mobilisation de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020.

Pendant que les dirigeants africains remettaient sur la table les préoccupations et les attentes de l'Afrique concernant les négociations internationales sur le changement climatique et l'après 2012, ce message venait rappeler la position des États-Unis sur les négociations climatiques, notamment le Protocole de Kyoto.

Signé par près de 180 pays en décembre 1997, le Protocole de Kyoto est un traité international qui vise à enrayer le réchauffement planétaire lié aux gaz à effet de serre. Le Protocole stipule qu'entre 2008 et 2012, ces émissions devront baisser jusqu'à un niveau moyen inférieur de 5,2 % à ce qu'il était en 1990.

Il faut se souvenir qu'en juillet 2005, le gouvernement de Georges W. Bush refusa de présenter le Protocole de Kyoto pour ratification. L'administration Bush considérait en effet que le Protocole freinerait l'économie des États-Unis et que le combat contre le réchauffement climatique doit se faire non pas avec une simple réduction des gaz à effet de serre, mais par une meilleure gestion de leur émission.

Si l'accord dans sa forme actuel reflète un progrès en matière d'aide aux pays pauvres pour faire face au changement climatique, il ne contraint pas tous les pays à réduire leurs émissions. Seuls 38 pays se sont engagés à réduire leurs émissions des six gaz à effet de serre accusés de provoquer un réchauffement global. Et pourtant, le respect du Protocole de Kyoto occupe une place privilégiée dans la position africaine que, selon les dirigeants présents à Addis-Abéba, l'Afrique doit maintenir lors du sommet de Cancún sur les changements climatiques, en décembre.



La pollution industrielle joue un grand rôle dans le réchauffement climatique

Prenant la parole au nom de la société civile africaine à cette session, Augustin Njamnshi a rappelé le souhait de la société

démocratique du Congo, ont aussi appelé à ce que l'Afrique développe des arguments solides et présente un front uni à Cancún.

«**Seuls 38 pays se sont engagés à réduire leurs émissions des six gaz à effet de serre accusés de provoquer un réchauffement global.**»

civile que le Protocole de Kyoto continue après 2012, comme un cadre juridique qui oblige les pays à réduire leurs émissions au niveau de 1990 (ou en-deça) d'ici 2017. «Nous devrions continuer à faire pression sur les États-Unis afin qu'ils adhèrent au Protocole de Kyoto ou du moins qu'ils fassent des efforts comparables à ce que prévoit le Protocole» note Augustin Njamnshi.

Les deux autres panélistes, Dan Bondi Ogalla, Conseiller juridique en chef à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC) et José Endundo, Ministre de l'Environnement, de la conservation de la nature et du tourisme de la République

José Endundo a d'ailleurs livré les principes défendus par l'Afrique quant au changement climatique, dont la prise en compte du principe d'équité et de responsabilité historique des dégâts causé à l'environnement; l'atténuation des effets du changement climatique, ce qui implique le maintien du protocole de Kyoto; et l'adaptabilité à ces effets.

Quelques repères

Il y a plus d'une décennie, la plupart des pays se sont joints à un traité international, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin d'analyser ce qui pouvait être fait pour réduire le réchauffement global et ainsi faire face à une hausse des températures.

En 1997, les gouvernements se sont mis d'accord pour ajouter un avenant à ce traité, appelé le Protocole de Kyoto, qui contient des mesures légalement contraignantes. Le Protocole est entré en vigueur le 16 février 2005.

Le Protocole de Kyoto partage le même objectif que la Convention, de même que ses principes et institutions, mais renforce de manière significative la Convention en engageant les parties à des objectifs individuels, légalement contraignants, de réduction ou de limitation de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Cependant, seules les Parties à la Convention qui sont également devenues Parties au Protocole (par ratification, acceptation, approbation ou accession), sont tenues par les engagements du Protocole. Les objectifs individuels des Parties sont listés dans l'Annexe B du Protocole de Kyoto. Ces objectifs constituent une réduction totale d'émissions de gaz à effet de serre d'au moins 5 % par rapport aux niveaux de 1990 durant la période d'engagement 2008-2012.

Depuis 1988, un Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) analyse les données et études scientifiques, fournit aux gouvernements des rapports et des conseils sur les problèmes d'ordre climatique.

8 principes pour guider les négociations africaines...

...présentés par José Endundo, Ministre de l'Environnement, de la conservation de la nature et du tourisme de la République démocratique du Congo, pays qui préside le Groupe africain au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique.

1. Garantir la sécurité de l'Afrique
2. Prendre en compte les principes d'équité et de responsabilité historique des dégâts causés à l'environnement
3. Atténuer les effets des changements climatiques
4. Encourager l'adaptabilité aux effets du changement climatique (réduire et compenser les effets du changement climatique)
5. Exiger que les pollueurs indemnisent les pollués (principe du «pollueur payeur»)
6. Investir dans les technologies nouvelles
7. Promouvoir la bonne gouvernance
8. Demander des comptes aux États industrialisés sur les engagements qu'ils ont pris à Copenhague



José E.B. Endundo

L'économie verte, un talisman contre le sous développement

Par Roukiattou Ouédraogo

Le concept «d'économie verte» est sur toutes les lèvres au 7^e Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII) qui se tient à Addis-Abéba sur le thème «Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique». Mais que signifie vraiment ce nouveau mot à la mode? Et surtout, ce concept présenté comme la clé du développement de l'Afrique est-il pertinent pour le continent qui pollue le moins, et souffre le plus des effets des changements climatiques?

Madeleine Mukamabano, ancienne Journaliste à RFI, a animé une discussion sur l'économie verte à ADF VII le 13 octobre. Elle a partagé au cours de cette discussion quelques-uns des commentaires de ses auditeurs de RFI. L'un des auditeurs notamment demandait s'il n'était pas exagéré de demander à l'Afrique une «économie verte» alors que le continent cherche encore son chemin. Ces commentaires indiquaient que le concept reste flou et ne semble pas rencontrer l'adhésion des populations. L'expression, qui est apparue en 2008, est présentée, selon Madeleine Mukamabano comme « le talisman contre le sous développement de l'Afrique ».

L'économie verte est un concept qui s'inscrit dans la logique du concept du développement durable. En clair, il s'agit de trouver des solutions au problème de développement en ne nuisant pas à l'environnement. L'économie verte met en exergue l'importance de prendre en compte l'environnement dans toute approche de développement. C'est aussi une approche du développement qui prend en compte le bien-être de toute la communauté. Comme l'ont souligné les participants à la session d'ADF VII...rien là de très nouveau.

Pour Achim Steiner, Directeur exécutif du



Achim Steiner: «L'économie n'a pas de couleur»

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'économie verte n'est pas une idéologie. «L'économie n'a pas de couleur, enlevons le vert et voyons l'Afrique du futur» note t-il. Pour lui, l'économie verte est une façon d'inviter les générations d'aujourd'hui à penser aux générations futures dans l'exploitation des ressources naturelles. Le concept n'est pas été importé, dit-il. L'idée est venue des dirigeants africains au cours d'échanges sur les questions de développement durable.

L'Afrique a plusieurs atouts pour relever le défi de l'économie verte.

Ainsi, le Mécanisme pour un développement propre (MDP) créé en vertu du protocole de Kyoto, encourage les projets de développement à faibles émissions de carbone dans les pays en développement et aide les pays développés à respecter leur engagement en matière de réduction des émissions. Il pourrait représenter une source non négligeable de financement pour des mesures d'atténuation dans les pays africains.

Pour Janos Pásztor, Secrétaire général de *Global Sustainable Panel* (GSP), un groupe de réflexion spécialisé dans la croissance durable et la prospérité à faibles émissions de carbone, il ne s'agit pas de réinventer la roue, mais de capitaliser les idées et de passer à l'action pour que le continent profite du MDP.

«On ne négocie pas avec le climat, il faut croire ce que l'on sait et s'engager sur la réa-

lité» note le panéliste Benoît Lebot, Conseiller technique régional, changement climatique et énergie du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Benoît Lebot a cité l'exemple du gouvernement équatorien qui s'est engagé avec le PNUD à ne pas toucher à sa réserve de pétrole en échange d'une compensation financière de la communauté internationale.

Selon lui, il faut changer le comportement à tous les niveaux, améliorer l'efficacité dans l'usage des ressources naturelles, avoir recours aux énergies renouvelables, penser reboisement et restauration des terres –autant de comportements promus par l'économie verte.

Mettant en perspective le commerce et l'économie verte, Lucas Assucção, de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a attiré l'attention sur les discours contradictoires au niveau international sur les solutions vertes. On parle de l'économie verte, mais on ne veut pas qu'elle soit une menace pour les intérêts économiques de certains groupes. «Depuis que la Chine produit des panneaux solaires, les gens s'en plaignent à l'OMC» remarque t-il.

Pour Brice Lalonde, ancien Ministre français de l'environnement, et actuel Ambassadeur de la France pour les négociations sur le changement climatique «il n'y a pas d'économie verte, il y a l'économie, et il faut seulement ajouter à cette économie humaine, l'économie de l'environnement.»

Le Ministre de l'environnement de la République démocratique du Congo, Henri Djombo a présenté l'expérience de son pays en matière de protection des forêts.

Le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo, créée en 2008 par des bailleurs de fonds finance des projets innovants et transformateurs qui visent à ralentir la déforestation et à réduire la pauvreté.

On retient de ce débat que l'Afrique doit s'engager pour tirer un meilleur parti des possibilités offertes actuellement par le marché des droits d'émission. Cela passera par l'adoption d'une position claire du continent pour les négociations qui se dérouleront après 2012.

Climate Change Awareness CONCERT

On **Friday 15 October 2010**

At **6:30 pm**

Venue **ECA Compound - South Parking**



Le saviez-vous?

- Plus de 60 % de la croissance démographique mondiale entre 2008 et 2100 se produira en Afrique subsaharienne. D'ici là, la production alimentaire mondiale devra avoir augmenté de 70 % environ. Or les changements climatiques sont une menace pour la production, et la sécurité alimentaires.
- Une augmentation de la température d'environ 1,5 C° d'ici à 2040 pourrait entraîner une diminution annuelle du PIB africain de 1,7 %.
- Les besoins de financement public externe pour l'adaptation pour soutenir la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire en Afrique sont estimés entre 10,8 et 20,5 milliards de dollars des États-Unis par an.
- Environ 75 % de la population africaine dépend pour son approvisionnement des eaux souterraines, qui constituent la principale source d'eau potable.
- Moins de 25 % des ménages africains ont l'électricité
- Une baisse des pluies de 10 à 20 % est prévue d'ici à 2070 et une baisse des niveaux des cours d'eau de 50 % avant 2030 dans certaines parties d'Afrique.
- À Copenhague, les pays développés se sont engagés à verser 100 milliards de dollars des États-Unis par an à l'horizon 2020 pour aider les pays les plus pauvres à faire face aux effets des changements climatiques et à leur affecter 30 milliards de dollars d'ici 2012.
- Un investissement d'environ 500 milliards de dollars est nécessaire pour que les pays en développement s'adaptent aux changements climatiques et s'engagent sur la voie d'un développement à faible émission de carbone.

Données tirées des douze documents de travail préparés par la CEA à l'occasion du 7^e Forum pour le développement de l'Afrique, Addis-Abéba, 10-15 octobre 2010.

Les pauvres améliorent leurs revenus grâce aux TIC

Par Marie-Noëlle Guichi

C'est ce qui ressort du rapport 2010 de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), publié hier à Genève en Suisse. Ce rapport a été présenté le même jour aux journalistes présents à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), dans le cadre du 7e Forum sur le développement de l'Afrique (ADF VII).

Sizo Mhlanga, le Chef de la section de développement de la politique des TIC à la CEA était en compagnie Rémi Lang de la CNUCED, lors de cette rencontre avec les médias. Le rapport 2010 de la CNUCED intitulé «*Economie de l'information : TIC, entreprises et réduction de la pauvreté*» montre qu'à la faveur de la diffusion à grande échelle des technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier la téléphonie mobile, le nombre de nouvelles micro-entreprises est en augmentation spectaculaire dans les pays

en développement, créant parfois de nouveaux moyens de subsistance pour les pauvres.

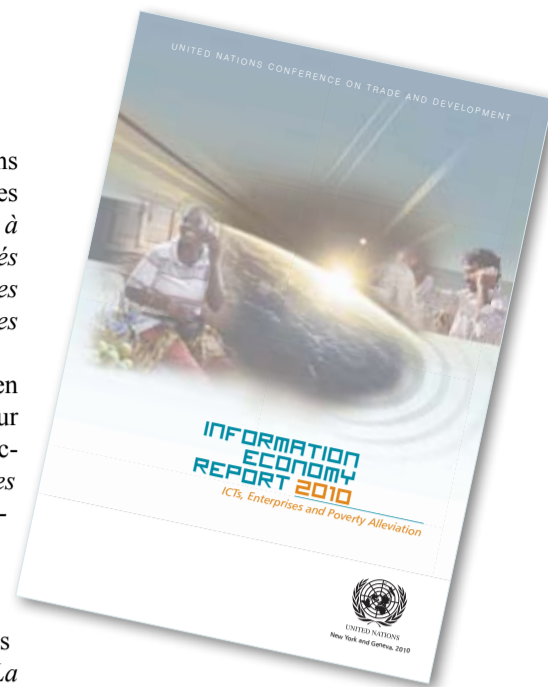
Au Kenya, indique le rapport, plus de 18 000 personnes tirent un revenu de leur collaboration avec le système MPESA, un service de virement de fonds par téléphonie mobile. Au Bangladesh, 350 000 femmes gèrent les «téléphones de village». En Gambie, d'anciens mendiants ont été recrutés en tant que représentants commerciaux pour Gamcel, l'un des plus grands opérateurs de téléphonie mobile du pays. La vente de temps d'utilisation de téléphone privé au Bangladesh, au Ghana et en Ouganda, l'exploitation de cybercafés au Nigéria, ainsi que la création d'entreprises fondées sur les TIC dans les bidonvilles de Mumbai en Inde ont également amélioré le niveau de vie des pauvres dans ces pays, apprend-on.

«*Les micro-entreprises du secteur des TIC se développent rapidement dans de nombreux pays à faible revenu et peuvent offrir des emplois réellement intéressants à des populations ayant peu d'éducation et de ressources*», relève ce document qui ajoute que les activités exercées dans ce domaine comprennent notamment

la vente de cartes de recharge dans les rues, la réparation des téléphones mobiles et d'ordinateurs personnels. «*Les obstacles à l'entrée sont faibles pour de telles activités commerciales : les coûts et les compétences requises sont souvent modestes et les pauvres en profitent*», y lit-on.

Le rapport met tout de même un bémol, en soulignant que les biens et services du secteur des TIC offrent certes d'importantes perspectives aux pauvres, «*mais que ces perspectives sont inégalement réparties et ne sont pas toujours durables*».

Le rapport appelle les décideurs des pays en développement à faire du secteur des TIC un élément plus important de leurs stratégies de réduction de la pauvreté. «*La création locale de petites entreprises ne peut que profiter d'un appui éclairé des pouvoirs publics*», renseigne le rapport, qui laisse voir que la production manufacturière de biens TIC présente cependant un tableau plus mitigé. Ici, seuls quelques pays à faible revenu sont activement impliqués dans le secteur. Le rapport préconise aussi de réaliser davantage d'études sur les incidences de la fabrication



industrielle de téléphones mobiles, d'ordinateurs et d'autres biens d'équipements TIC là où elle a lieu, afin d'évaluer les avantages et les inconvénients qui en découlent pour les pauvres.

Le rapport est disponible sur le site de la CNUCED: <http://www.unctad.org>

L'Afrique doit voir grand sur le changement climatique

Traduction d'un article publié par IRIN le 13 octobre.

Si les pays africains avaient eu la capacité de faire des projections climatiques, leurs données auraient pu informer les évaluations conduites par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a dit Richard Odingo, ancien Vice Président du GIEC, à l'un des débats qui s'est tenu en marge du 7e Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII).

Le GIEC se remet difficilement de son annonce controversée sur l'effet du changement climatique, publié dans son rapport de synthèse. L'annonce était en fait basée sur un document portant sur trois pays d'Afrique du Nord, et qui n'a pas été révisé. Dans ce document, le GIEC prévenait que les récoltes pourraient chuter de moitié dans certains pays africains d'ici à 2020, du fait que les cultures en Afrique relèvent essentiellement de l'agriculture pluviale, et que le changement climatique affecte la pluviométrie et relève la température.

«*L'Afrique devrait voir grand et développer ses propres modèles de changement climatiques pour faire des projections*» a dit Odingo, pendant que des climatologues et des météorologues débattaient de la meilleure façon de mesurer le changement climatique, lors du Forum organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Des données climatiques de meilleure qualité aideront les pays à se préparer à des températures en hausse et à des phénomènes natu-

rels tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes, qui vont être plus intenses et plus fréquentes à mesure que le changement climatique s'opère. «*Nous avons des lacunes dans notre collecte d'informations*» a-t-il rappelé.

Les initiatives de simulation lancées en Afrique en collaboration avec des universités occidentales ne sont «*pas suffisantes*» a estimé Odingo.

Les données climatologiques doivent couvrir au moins les soixante dernières années pour permettre d'évaluer les effets du changement climatique. Mais les pays africains se sont souvent vus dans l'obligation de fermer les stations météorologiques, suite à un manque de financement ou à des querelles politiques.

Amadou Gaye, Chef du Laboratoire de physique de l'atmosphère et de l'Océan de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar le confirme. Gaye, l'un des auteurs de la dernière évaluation du GIEC, dit qu'il serait plus facile pour l'Afrique de faire des projections à grande échelle que de préparer des simulations par pays. «*Nous pourrions commencer par là*».

Obstacles

Certains experts à la réunion ont avancé le manque d'argent pour développer la capacité à collecter et analyser les données climatiques.

Mxolisi Shongwe, Coordinateur national du Swaziland pour le changement climatique a rappelé que des données climatiques de qualité sont la base pour développer des simulations relatives aux effets du changement climatique, «*et la qualité des données varie selon les pays africains*».

Il a mentionné également d'autres obstacles: «*L'administration refuse souvent de partager les données existantes*», à-t-il dit à IRIN.

Les modèles doivent aussi être validés par une entité experte sur le sujet afin de pouvoir être améliorés. «*Mais, là encore, rares sont les*



Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA plante un arbre à l'occasion du lancement de Clim-Dev Afrique.

agences gouvernementales qui acceptent que leurs données soient soumises à vérification».

Pour Shongwe, l'Afrique du Sud est une exception sur le continent: «*Non seulement tous les secteurs gouvernementaux (en Afrique du Sud, ndlr) partagent leurs données, mais ils sont également soumis à examen par des universitaires (des experts en changement climatique, ndlr) de l'Université du Cap*».

Clim-Dev Afrique

Gaye suggère que l'Afrique se tourne vers l'initiative «Climat pour le développement de l'Afrique» (Clim-Dev Afrique), un programme qui vise à améliorer l'analyse des données météorologiques, et qui a débuté en 2005.

Le plan d'action a été développé pour l'Afrique avec l'aide du Global Climate Observing System (GCOS) – une initiative de plusieurs agences de l'ONU – et du International Council for Science (ICSU). Les autres sponsors du plan d'action pour l'Afrique sont la CEA et la Commission de l'Union africaine.

Le programme a été lancé officiellement au 7e Forum pour le développement de l'Afrique, le 13 octobre. «*C'est un très grand programme. Nous avons dû rédiger une stratégie, les descriptions de postes pour les employés, et procéder aux recrutements nous mêmes*» a dit Josué Dione pour expliquer le retard du lancement.

Dione, qui est le Directeur de la Division pour la sécurité alimentaire et le développement durable à la CEA, est l'un des premiers à avoir soutenu le programme. «*Nous y travaillons, nous avons déjà investi 30 millions de dollars des États-Unis dans les centres régionaux de prévision météorologique en Afrique*».

Clim-Dev a aussi aidé l'Afrique à développer sa position pour les négociations sur le changement climatique au sein des Nations Unies.

Dans les dix années à venir, Clim-Dev Afrique va soutenir les efforts pour mettre sur pied ou mettre à niveau des systèmes d'observation du climat, afin de combler les lacunes de données, d'accroître les capacités d'analyse et d'interprétation des données et de renforcer les institutions africaines liées au climat.

Le programme comprend également un centre des politiques sur le climat, qui aidera les gouvernements à développer des stratégies pour mitiger les effets du changement climatique et s'y adapter.

Le Forum pour le développement de l'Afrique, qui porte sur le changement climatique pour le développement durable, clôturera ses travaux le 15 octobre.

© Jaspreet Kindra, IRIN. Voir l'article: <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=90751>

ADF Aujourd'hui est produit par une équipe de journalistes indépendants

Rédacteurs en chef: Rangarirai Shoko, Journaliste, Zimbabwe et Bénédicte Walter, Consultante.

Journalistes: Brenda Zulu, Journaliste freelance, Zambia; Gabriel Sunday, Correspondant sur les questions environnementales, News Agency of Nigeria; Marie-Noëlle Guichi, Rédactrice en chef, Le Messenger, Cameroun; Ochieng Ogo, News Editor, SciDev Net, Kenya; Roukiattou Ouédraogo, Journaliste, La Nouvelle Page, Burkina Faso.

Photographes: Antonio Fiorente et Yohannes Zirotti.

Mise en page et impression: Section de la gestion des conférences et des publications, CEA.

Pour accéder à la version en ligne du journal: www.uneca.org/adfVII